

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 494 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 494
Sept. - Oct. - Nov. 2009
46^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Un prolétaire indomptable, le camarade Guerrino
- Sans-papiers: les travailleurs lutent, les syndicats magouillent avec Besson
- Massacres en guinée
- Variations de la production industrielle de quelques grands pays capitalistes
- Trotsky: Crise et révolution

Une exigence rendue plus pressante par la crise: Le retour à la lutte prolétarienne indépendante!

Les crises économiques ont toujours été le moment pour les capitalistes et leur Etat d'attaquer encore davantage les conditions de vie et de travail des prolétaires. Si trafiquées et éloignées qu'elles soient de la réalité de la vie prolétarienne, les études et prévisions économiques officielles reconnaissent que la crise en cours n'a pas encore donné tous ses effets négatifs sur l'emploi et que la reprise économique ne se fera qu'avec une grande lenteur, en 2010 ou, plus probablement 2011. Quand ils parlent de «reprise de l'économie», les capitalistes entendent la reprise de leurs affaires, de leurs profits; ils ne se soucient de la condition ouvrière que lorsqu'ils redoutent l'éclatement de luttes incontrôlables!

Fin octobre, à la suite de la publication des chiffres officiels du chômage, la ministre de l'Economie s'est félicitée que la dégradation de l'emploi se soit «ralentie depuis le début de l'année, surtout pour les jeunes». S'il est vrai que l'augmentation du chômage se poursuit à un rythme plus lent qu'il y a 6 mois, elle se poursuit quand même! Les chiffres indiquent qu'il y avait 2.600.000 chômeurs en France métropolitaine, soit **25% de plus** que l'année dernière; quant aux moins de 25 ans, leur nombre a augmenté de **30%** (40,4% pour les hommes)! Il faut avoir le toupet d'un ministre bourgeois pour se féliciter d'une telle situation...

D'autre part ces mêmes chiffres indiquent que le nombre réel de chômeurs, toutes catégories confondues est de **3.745.000** chômeurs (3.972.000 avec les DOM-TOM) - sans compter les radiations du fichier des demandeurs d'emploi qui sont en forte progression... L'UNEDIC prévoit qu'à la fin de l'année le taux de chômage atteindra les 9,7% (ce qui cadre miraculeusement avec les prévisions du gouvernement: moins de 10%), mais d'autres organismes, non gouvernementaux, sont plus réalistes; par exemple

(Suite en page 4)

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE

A la différence du conflit de 1914-1918, la deuxième guerre mondiale ne déboucha pas sur une vague révolutionnaire, contrairement aux espoirs de ceux qui n'avaient pas pris toute la mesure de la défaite subie par le prolétariat à la fin des années vingt. Les immenses ravages de la guerre avaient donné au capitalisme la possibilité de se lancer avec une ardeur juvénile dans un puissant cycle d'accumulation et d'expansion; cela ne lui aurait cependant pas été possible sans l'aide irremplaçable du collaborationnisme politique et syndical, de matrice stalinienne ou social-démocrate, pour surmonter la toujours difficile période de l'immédiat après-guerre, pour s'opposer aux vellétés de tel ou tel secteur ouvrier combattif de s'opposer à la surexploitation en les canalisant dans le cadre général de la démocratie bourgeoise.

Les trente ans d'expansion qui suivirent, surtout dans les pays capitalistes développés, enracinèrent la domination du réformisme et des pratiques de collaboration des classes parmi les prolétaires sur la base matérielle des retombées de la prospérité économique qui leur «garantissait» un accroissement lent mais régulier de leur niveau de vie; tandis que les pays coloniaux arrachaient leur indépendance politique et se lançaient, avec des succès évidemment divers, dans la constitution de foyers nationaux d'accumulation capitaliste. Cette longue période de croissance capitaliste aboutit à la grande crise économique internationale de 1974-75. Pour la première fois depuis la guerre les grands puissances capitalistes furent simultanément frappées par la récession économique. Si la bourgeoisie put faire redémarrer sans trop de difficultés la machine économique, la crise de 74-75 et sa «réplique» encore plus violente de 1980-82 signèrent un tournant dans la vie du capitalisme. La période de forte expansion économique et d'amélioration continue des masses laborieuses était dans l'ensemble terminée, laissant la place à une croissance beaucoup plus molle et à une précarisation toujours plus grandes des travailleurs.

Durant les trois décennies qui s'écoulèrent après la crise de

1975, le capitalisme a pu pourtant continuer à croître et à maintenir ses profits en extorquant une part supplémentaire de plus-value aux prolétaires, en allégeant le poids de l'Etat dans l'économie (ce qui ne signifie pas diminution de son rôle), en recourant de façon toujours plus massive à la drogue du crédit pour étendre artificiellement la demande solvable, etc., mais aussi en trouvant un nouveau champ d'expansion dans l'ouverture des marchés constitués par les pays dits autrefois «socialistes». Cependant, comme disaient Marx et Engels dans la Manifeste, la bourgeoisie ne résout ces crises qu'en préparant «des crises plus formidables et en diminuant les moyens de les prévenir». C'est ainsi par exemple qu'au cours des dernières années les autorités américaines ont systématiquement démantelé les règles et réglementations instituées au cours des décennies pour prévenir le retour d'une grande crise financière, parce qu'elles faisaient obstacle au mouvement des capitaux! La crise actuelle, résultat de trente ans de croissance supplémentaire du capitalisme, est, aux dires des bourgeois eux-mêmes, plus grave que les précédentes; elle est en tout cas la plus internationale, la première crise vraiment mondiale (alors qu'en 74-75 et 80-82, les pays du bloc de l'Est et la Chine entre autres avaient été relativement épargnés) comme le montre le fait que pour la première fois le PIB mondial est en recul: aucun pays n'a pu cette fois être protégé par des «rideaux de fer» ou des barrières douanières quelconques. Ses conséquences en seront d'autant plus profondes; si elle n'est pas la crise finale du capitalisme (concept dénué de sens car le capitalisme ne finira que lorsqu'on sera passé de la crise économique à la **crise politique révolutionnaire**), elle marquera à n'en pas douter un tournant, en ouvrant une période qui ne pourra se conclure qu'en un nouveau conflit mondial plus terrible encore que les précédents, seul moyen pour ce sanglant mode de production de retrouver une vigueur nouvelle, au cas où le prolétariat ne soit pas arrivé à le renverser auparavant.

(Suite en page 2)

ÉLÉMENTS D'ORIENTATION MARXISTE

Les «Eléments d'orientation marxiste» dont nous publions ici un extrait ont paru pour la première fois en 1946 sous le titre **Tracciato d'impostazione**, sur le premier numéro de Prometeo, la revue théorique du Partito Comunista Internazionale; ils furent publiés en français sur Programme Communiste et dans la brochure n°4 de la série «Les Textes du PCI», aujourd'hui épuisée. Ce texte s'inscrit dans le travail d'Amadeo Bordiga et des ses camarades pour restaurer les positions marxistes fondamentales oubliées ou défigurées par la victoire

LE MARXISME N'EST PAS UN CHOIX ENTRE DIFFÉRENTES OPINION

Pour des raisons bien évidentes, cet écrit ne démontre pas ce qu'il affirme. Il a pour but d'établir le plus clairement possible l'orientation de cette publication (Prometeo). Il ne fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non.

Avant de convaincre un interlocuteur, il faut bien lui faire comprendre la position qu'on lui expose. La persuasion, la propagande, le prosélytisme ne viennent qu'après.

D'après notre conception, les opinions ne sont pas le produit de l'oeuvre de prophètes, d'apôtres ou de penseurs dont le cerveau engendrerait les vérités nouvelles capables de susciter de nombreuses adhésions.

La réalité est bien différente. C'est le travail impersonnel d'une avant-garde so-

cialiste qui concentre et rend évidentes les positions théoriques auxquelles leurs conditions communes de vie amènent les individus bien avant qu'ils n'en aient conscience.

Notre méthode est donc anti-scolastique, anti-culturelle, anti-illuministe. Dans l'actuelle période de vide théorique, reflet de la désorganisation pratique, il ne faut pas s'étonner ni se plaindre si la clarification des positions entraîne d'abord l'éloignement et non le rapprochement des adhérents

DANS QUEL SENS LES MARXISTES SE RATTACHENT À UNE TRADITION HISTORIQUE

Tout mouvement politique qui présente ses thèses se réclame de précédents historiques et de traditions proches ou lointaines, nationales ou internationales. Le mouvement dont cette revue est l'organe théorique se réclame également d'origines bien déterminées. Mais, à l'encontre des autres mouvements, il ne part pas d'un verbe révé-

de la contre-révolution en Russie et dans le monde. Un tel travail n'avait rien de scolastique ou d'académique; il s'agissait de retrouver la boussole dans une période historique où la confusion la plus complète avait fait perdre le nord à l'écrasante majorité des courants antistaliniens, y compris même parmi ceux qui se revendiquaient de la tradition de la Gauche communiste en Italie: il aboutira en effet un peu plus tard à la scission de l'organisation et à la constitution sur des bases claires du parti dont nous nous revendiquons.

lé d'origine suprahumaine, ni ne reconnaît l'autorité de textes immuables ni à plus forte raison n'admet comme points de référence pour l'étude de chaque question des règles juridiques en prétendant, de quelque manière que ce soit, qu'elle sont innées ou immanentes à la pensée ou à la sensibilité de tous les hommes.

On peut désigner cette orientation par les termes de marxisme, socialisme, communisme, mouvement politique de la classe ouvrière. Malheureusement il a été fait un emploi abusif de tous ces termes. En 1917 Lénine estima que le changement du nom du Parti et le retour au terme de «communiste» du Manifeste de 1848 était une question fondamentale. Aujourd'hui, l'immense abus fait du nom de communiste par les partis qui sont en dehors de toute ligne révolutionnaire et de classe crée une confusion encore plus grande; des mouvements ouvertement

(Suite en page 6)

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE

(Suite de la page 1)

FIN DE LA GRANDE RÉCESSION?

Un an après l'effondrement des bourses du monde entier, les représentants des grandes puissances se sont à nouveau réunies cet automne lors de différents sommets. Tout ce beau monde s'est félicité que, grâce à son action, le pire ait été évité: on a échappé à un nouveau 1929, la récession est terminée ou presque, la croissance commence à poindre le bout de son nez, les profits font leur réapparition dans les banques, les grands Etats travaillent la main dans la main pour éliminer les causes de la crise et empêcher son retour.

La réalité est bien moins rose, comme le reconnaissent d'ailleurs y compris certains économistes réputés qui avaient longtemps nié toute possibilité d'éclatement d'une crise économique. Alors que les responsables économiques américains pronostiquaient que la récession aux Etats-Unis avait «probablement» pris fin au mois d'août, les statistiques publiées en septembre ont montré qu'il n'en était rien; ceux qui assuraient que le commerce mondial avait redémarré au deuxième trimestre, ont été démentis par les faits, etc.

Cependant il est vrai qu'on a assisté à une «stabilisation» de l'économie internationale, suivie d'une certaine amélioration. Au plus fort de la crise financière, les grands établissements bancaires avaient cessé de se prêter entre eux et il a fallu l'intervention urgente et massive des banques centrales et des Etats pour éviter que le tarissement du crédit et l'effondrement des banques ne mette à terre l'économie mondiale. Cette intervention a permis de sauver les systèmes financiers nationaux et international; mais si le malade n'est plus entre la vie et la mort, il reste sous soins intensifs comme le démontre entre autres la fragilité persistante du secteur bancaire: à la mi-octobre près de cent banques avaient fait faillite aux Etats-Unis depuis le début de l'année, au point que l'institution chargée de garantir les dépôts se trouvait à court d'argent...

Essayons de dresser un rapide petit tableau de l'état économique du monde pour le premier anniversaire du krach boursier.

Depuis quelques mois les bourses affichent des hausses insolentes, qui contrastent avec l'anémie de l'économie dite «réelle». A la mi-septembre la bourse américaine venait ainsi de vivre son meilleur semestre depuis 1933 (53% de hausse de l'indice Standard and Poor's); mais il est vrai que les 6 mois précédents avaient été les pires depuis 1932! Les autres bourses du monde avaient connu une évolution comparable, voire beaucoup plus marquée: +45% en Chine, +56% au Japon, +70% en France et Grande-Bretagne, +74% en Allemagne, +94% en Russie, +109% en Italie, +133% en Turquie (1). Inutile de dire que cette véritable fièvre boursière n'a aucun rapport avec l'évolution des profits des entreprises ou de l'activité économique au cours de la même période, sur lesquels les indices boursiers devraient en toute logique être alignés. Comment expliquer ce phénomène?

Nous allons demander à des économistes... chinois de nous répondre:

«Suite au développement de l'économie, le marché boursier et le marché du logement en Chine ont connu une croissance fulgurante, provoquant l'inquiétude des économistes. Selon les statistiques, après une augmentation incroyable du marché boursier chinois, la valeur évaluée est déjà considérablement élevée. Les investisseurs n'hésitent pas à entrer sur le marché boursier. Au mois de juin, au total 1,6 million de comptes ont été créés, soit une hausse de 68 % par rapport à la même période de l'année dernière. Actuellement, la valeur totale du marché boursier de Shanghai et de Shenzhen a dépassé celle du Japon, se classant au deuxième rang mondial (...).

Selon Zhang Liqing, directeur de l'Ins-

titut des finances de l'Université centrale des Finances et de l'Economie, l'augmentation rapide et incontrôlable du crédit des banques a provoqué la hausse des prix des titres d'action et des logements. Selon les données du Bureau d'Etat des statistiques, à la fin du premier semestre 2009, les crédits nouvellement émis ont dépassé les 7 370 milliards de yuans, représentant un record jamais établi depuis la fondation de la République Populaire de Chine. Début 2009, l'objectif annuel fixé par l'Etat n'était que de 5 000 milliards de yuans. L'énorme volume du crédit a sans aucun doute stimulé la croissance économique du pays, mais a également entraîné certains problèmes. (...) Selon M. Zhang, au cours du premier semestre 2009, une grande part des fonds a été versée dans le marché boursier et le marché du logement, alors que les moyennes ou petites entreprises sont toujours confrontées à l'insuffisance monétaire. L'écart entre l'expansion financière et la croissance de l'économie réelle ne cesse d'augmenter. (...) Ba Shusong, directeur adjoint de l'Institut des Finances du Centre de recherche et de développement du Conseil des Affaires d'Etat, a déclaré que la Chine présentait déjà les facteurs fondamentaux de la formation des bulles économiques. (...) M. Ba a précisé que les bulles économiques sont à court terme sources de bénéfices pour les investisseurs, mais qu'elles constituent un grand risque pour l'économie nationale» (2).

Le même phénomène s'est répété dans tous les pays: les gigantesques quantités de crédits attribuées aux établissements bancaires et financiers se sont en partie retrouvées sur les marchés boursiers (et aussi sur les marchés de matières premières) où elles ont alimenté la croissance de la «bulle spéculative» en cours. Les divers responsables gouvernementaux ont beau critiquer amèrement le fait que le crédit aux entreprises et aux particuliers soit toujours aussi limité, les banques, dont la santé est toujours chancelante après leurs pertes colossales de l'année dernière, ne peuvent pas ne pas chercher à placer leurs capitaux là où ils peuvent rapporter le plus rapidement et le plus sûrement des profits. Et tant pis si cela signifie faire courir un grand risque à l'économie nationale et internationale!

En effet le crédit aux entreprises et aux particuliers a connu une forte chute, «historique» en France au premier semestre: -24% pour les prêts aux entreprises, -15% pour les crédits à la consommation, -27% pour le crédit au logement pour les particuliers (chiffres annuels). Aux Etats-Unis la contraction du crédit (*credit crunch*) continue et s'accélère même pour les petites entreprises et les particuliers; les crédits à la consommation ont baissé de 12 milliards de dollars en août (dernier chiffre connu), soit de 5,8% en variation annuelle, après avoir baissé de 19 milliards en juillet soit de plus de 9%, ce qui serait le plus mauvais chiffre depuis que ces statistiques sont publiées (1943).

LES PLANS DE SAUVETAGE ÉTATIQUES...

Cependant les plans de sauvetage ou de relance adoptés par les divers gouvernements ont eu un effet positif réel sur l'activité économique de la plupart des pays. L'exemple le plus éloquent est celui de la «prime à la casse», qui concerne le secteur automobile, activité particulièrement importante dans l'industrie des grands ou moins grands pays industrialisés. Partout où elle été instituée, cette subvention étatique à l'achat d'un véhicule neuf a rencontré un grand succès et constitué un précieux ballon d'oxygène, non seulement pour les constructeurs automobiles, mais aussi pour leurs fournisseurs et sous-traitants divers.

Aux Etats-Unis cette prime (dite «cash for clunkers») n'a été effective que pendant 2 mois seulement; mais elle aurait débouché sur la vente de plus de 600.000 véhicules et

entraîné un redémarrage significatif de la production industrielle. Les autorités estimaient qu'elle se traduirait par une hausse de 0,3 à 0,4% du PIB (Produit Intérieur Brut) du troisième trimestre.

En Europe la vente d'automobiles neuves a progressé par rapport à l'année précédente de 2,8% en juillet et 3% en août (derniers chiffres connus) grâce à cette mesure prise par 11 pays sur les 16 de la zone euro. Parmi les pays producteurs, seule la Suède, où le gouvernement a refusé de l'adopter, a vu les ventes continuer à fortement reculer pendant l'été. En Allemagne, où la prime a été mise en oeuvre dès le mois de décembre pour se terminer fin août, elle aurait permis la vente de deux millions de véhicules. En août le marché allemand a ainsi enregistré une hausse de 26,8% par rapport au même mois de l'année précédente!

Cependant la vente des véhicules commerciaux, qui ne bénéficient pas de cette prime, continuent à reculer; par exemple en France, alors que les ventes d'automobiles avaient augmenté de 14% en septembre par rapport à l'année dernière, celles des véhicules utilitaires légers (moins de 5 tonnes) ont baissé de 18,8% et celles des véhicules lourds se sont effondrées: -46,6%: cette chute continue de la vente des véhicules commerciaux et industriels est le reflet direct du marasme économique persistant. Et dans les pays où les primes mettent fin, les ventes baissent aussitôt, ce qui démontre le caractère artificiel et temporaire des hausses précédentes.

L'exemple le plus flagrant est donné par les Etats-Unis, où la fin de la prime a débouché sur nouvelle chute drastique des ventes: elles ont reculé en septembre de 41% par rapport au mois d'août! Par rapport à septembre 2008, les ventes de véhicules neufs ont baissé de 22,7% (l'année dernière, elles étaient déjà en baisse de 22,8% par rapport à l'année précédente: la crise dans l'industrie automobile continue donc au même rythme aux Etats-Unis). Plus précisément, nous avons une baisse de 45% pour General Motors (récemment sorti de la faillite, mais qui ne semble guère en forme), de 42% de Chrysler (vendu à FIAT), de 20% de Honda, 12,6% de Toyota, etc.; Ford paradant presque, puisqu'il limite son recul à 5,1%... (3)

...ONT EMPÊCHÉ L'EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE...

Pour avoir une vue plus large de l'activité économique dans les différents pays et de son évolution récente, regardons les chiffres de la production industrielle (les données dont nous disposons portent en général sur le mois d'août), de la production d'acier et de la consommation de pétrole ainsi que ceux indiquant les variations du marché mondial.

Par rapport au même mois de l'année précédente, où la récession économique avait déjà commencé mais sans atteindre encore son maximum d'intensité, les chiffres de la production industrielle sont tous très négatifs à l'exception pratiquement unique de la Chine qui affiche officiellement une hausse de 12,3% et de l'Inde: hausse de 6,8%.

Nous avons: -10,7% pour les USA, -18,7% pour le Japon, -16,7% pour l'Allemagne, -13% pour la France, -11,2% pour la Grande-Bretagne, -18,2% pour l'Italie, -11% pour l'Espagne, -12,6% pour la Russie, -9,2% pour la Turquie, la Suède affichant une baisse record avec -20,9%: le fameux modèle suédois a du plomb dans l'aile... Pour compléter le tableau, donnons les chiffres de quelques autres pays. Amérique Latine: Argentine: -9%; Brésil: -9,9%; Mexique: -6,5%; Venezuela (juin): -12,4%. Afrique du Sud (qui connaît sa première récession depuis 17 ans): -15% (4).

Mais si l'on consulte maintenant les variations d'un mois sur l'autre (chiffres corrigés des variations saisonnières), on constate que la production industrielle a recommencé à croître dans la dernière période dans beaucoup de pays; tout en restant inférieure de 15,4% au niveau de l'année précédente, la production industrielle dans la zone euro

avait ainsi augmenté en août de 0,9% par rapport à juillet, où elle avait déjà augmenté de 0,2% par rapport à juin (5). Exceptions: la Grande-Bretagne avec une forte baisse de 2,6% en août par rapport à juillet, identique à celle de la Suède, le record étant détenu par l'Irlande: -16%! Au Japon la production industrielle était en août en - faible - progression pour le 5e mois consécutif grâce, selon les commentateurs, aux plans de relance mis en oeuvre à grand frais depuis le début de la crise dans le pays comme au niveau international. Aux Etats-Unis, elle est repartie à la hausse à partir du mois de juillet.

Pour ce dernier pays, nous avons signalé plus haut le rôle important des subventions à l'industrie automobile dans cette augmentation. Selon les calculs de certains économistes, la totalité de la hausse de la production industrielle en Allemagne et la moitié en France seraient à mettre au compte de ces subventions (6). Quoi qu'il en soit, il est indéniable que les chiffres de la production industrielle ont cessé de reculer dans les derniers mois et recommencent même à augmenter.

La production mondiale d'acier reste toujours un élément essentiel de l'industrie et de la construction. Elle a touché son plus bas niveau - 82 millions de tonnes - en décembre 2008, puis elle a recommencé à augmenter sensiblement à partir de mai jusqu'à atteindre les 104 millions de tonnes en juillet (en baisse toutefois de 11% par rapport à juillet 2008). Une partie importante de cette hausse des derniers mois est due à la Chine qui en juillet a produit presque la moitié de l'acier mondial (50,7 millions de tonnes), en augmentation de plus de 12% sur un an. Pour les grands pays producteurs, nous avons les variations annuelles suivantes pour juillet: Etats-Unis, -41,6%; Russie, -18,4%; Allemagne, -28,8%; Italie, -43,2%; Grande-Bretagne, -30,6%; France, -37,2%; Espagne, -32%; Turquie, -8,5%; Ukraine, -28%; Brésil: -22,8%; Mexique: -23%; Japon, -24%; Corée du Sud, -13%; Taïwan, -26,6%. Même s'il ne s'agit pas d'un grand pays producteur, il est intéressant de noter que c'est à la Suède que revient le record de baisse: -97%! De son côté, l'Inde connaissait une augmentation de 4% (7).

Le pétrole est une source d'énergie vitale pour l'économie capitaliste moderne, qui ne peut, à courte et moyenne échéance, être

«programme communiste» N° 100 - Décembre 2009

Au sommaire

- Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial
- Histoire de la Gauche communiste.
- La scission en Italie et le mouvement communiste international
- Le VKPD devant la scission de Liouvine
- La réplique de la «Gauche italienne»
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3)
- Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain
- Notes de lecture:
 - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927»
 - Michel Naumann: «M.N. Roy (1887-1954) - Un révolutionnaire indien et la question de l'universel »
 - A propos de Riazanov. Précisions
 - Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

Prix: 4 € / 15 FS / 5 £ / 2000 CFA / USA + Cdn US \$ 8 / Amérique latine US \$ 2

remplacée par aucune autre, en dépit de tous les efforts de diversification entrepris partout; sa consommation est un reflet fidèle de l'état de l'économie internationale. L'année 2008 avait déjà vu la plus faible augmentation de consommation de pétrole dans le monde depuis la récession de 2001: +1,4%. Ce chiffre était la résultante d'une baisse de la consommation américaine (-2,8%) et des autres pays capitalistes les plus développés (-0,5% en Europe), et d'une croissance persistante de la consommation en Chine, en Inde et dans d'autres pays en développement.

L'année 2009, avec la généralisation de la crise à l'ensemble de la planète, a vu une **baisse de la consommation mondiale** qui est estimée à plus de 2% par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Cette dernière qui publie surtout des statistiques concernant les pays de l'OCDE, a annoncé pour le deuxième trimestre 2009 une baisse en rythme annuel de la consommation de 5% aux Etats-Unis, de 10,8% en Allemagne, de 12,9% au Japon, de 7,8% en France, de 5,6% en Italie, de 4,6% en Espagne. De leur côté, les autorités chinoises ont annoncé une baisse de la consommation au premier semestre de 2,9% sur un an. Ces chiffres contrastent fortement avec la hausse enregistrée par le prix du pétrole depuis quelques mois; même si l'AIE ou l'OPEP ont publié en septembre et octobre des prévisions d'un *ralentissement de la baisse* de la consommation, ils démontrent le caractère purement spéculatif de cette hausse.

Venons-en au commerce mondial qui donne toujours un indice sûr de l'ampleur d'une crise; depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il n'avait connu, en volume, que deux petites baisses, lors des crises de 1975 et en 82 (-2,2%). Au cours des dernières décennies le volume du commerce international a progressé plus vite que la production elle-même à la suite de l'internationalisation croissante du capitalisme - la fameuse «mondialisation». La crise économique actuelle ne pouvait donc avoir sur lui qu'un retentissement plus important qu'il y a vingt ou trente ans. C'est ce à quoi on assistait, mais à une échelle inattendue: il a subi une véritable chute, sans précédent depuis la fin de la guerre mondiale, qui serait même supérieure à celle des débuts de la crise des années trente selon certains économistes (8): en septembre la CNUCED estimait que le recul serait de l'ordre de 10% (9) Toutefois, il semble que ce recul des échanges internationaux se soit arrêté au cours de l'été. Selon un office néerlandais spécialisé cité par la presse, le commerce mondial aurait augmenté en volume par rapport au mois précédent de 1,6% en juin, puis de 3,5% en juillet. Ces chiffres à eux seuls sont encore insuffisants pour parler d'une reprise assurée du commerce mondial, mais ils signalent une nette variation de tendance par rapport à l'effondrement qu'il a connu depuis la fin 2008 (10).

Enfin pour clore ce tour d'horizon, il nous faut citer une statistique officielle sur l'évolution des profits aux USA (nous ne disposons pas de données pour les autres pays). Au second trimestre, les bénéfices des entreprises non-financières ont enregistré une **hausse** de 12 milliards de dollars, après une baisse de plus de 40 milliards au premier trimestre. Cette hausse des profits est attribuée à la «baisse des coûts salariaux et non salariaux» qui a plus que compensée les baisses de prix (11): aux Etats-Unis au moins, les capitalistes ont bel et bien réussi à transférer le poids de la crise sur les prolétaires!

...MAIS PAS LA PROGRESSION DU CHÔMAGE...

Une autre démonstration en est donnée par les statistiques sur le chômage. Les derniers chiffres publiés montrent qu'il continue partout à progresser inexorablement. Aux Etats-Unis ce sont plus de 260.000 postes de travail qui ont été supprimés en septembre. Sans doute le rythme des suppressions d'emploi s'est ralenti par rapport à ce qu'il a été à depuis un an (supérieur à 400.000 par mois depuis août 2008, pour culminer à

700.000 en janvier), mais ces suppressions massives ne cadrent pas avec l'idée complaisamment répandue par les autorités selon laquelle la récession serait terminée; cela est confirmé par la baisse du temps de travail moyen à 33 heures par semaine en septembre, un record. Le taux de chômage officiel se rapproche toujours plus du triste record atteint lors de la crise de 1982 (où il est monté jusqu'à plus de 10%) puisqu'il avait atteint en septembre les 9,8%. Plus de 7 millions d'emplois ont été ainsi supprimés depuis le début officiel de la récession (décembre 2007). En septembre, les suppressions d'emploi les plus importantes l'ont été dans le secteur de la construction (64 000), des employés de l'Etat (53 000) et de l'industrie manufacturière (51 000). La plupart des spécialistes estiment que le taux de chômage devrait atteindre les 10% d'ici la fin de l'année.

Mais en outre si nous examinons de plus près les chiffres publiés pour septembre, nous constatons que plus de 500.000 personnes ont cessé de chercher du travail ce même mois; si ces travailleurs «découragés» et ceux qui ont été contraints d'accepter un travail à temps partiel étaient pris en compte, on aurait eu un taux de chômage (complet ou partiel) de **17%** (12).

En gardant donc à l'esprit que les statistiques officielles minorent toujours fortement la réalité du chômage, regardons ce qu'il en est pour les autres pays (la plupart des données sont pour août): 8,2% en Allemagne; 9,9% en France; 7,4% en Italie (juin); 7,9% en Grande-Bretagne (juillet); 7,8% en Russie; 5,5% au Japon; 8,1% au Brésil; 8,8% en Argentine, 6,3% au Mexique, 7,7% au Venezuela (juin); 13% en Turquie; 12,5% en Belgique et 18,9% en Espagne, peu enviable record qui n'est battu que par l'Afrique du Sud: 23,6% (juin)! (13). Rappelons que le calcul du taux de chômage au Japon (où il avait atteint 5,7% en juillet avant de baisser légèrement en août) diffère sensiblement de celui des autres pays - évidemment dans le sens de le diminuer! Une particularité récente de ce pays est la très forte progression des travailleurs temporaires qui constituent maintenant un tiers de la main d'oeuvre: ce sont eux qui supportent le poids principal de la crise.

Selon l'OCDE, le nombre de chômeurs dans sa zone (qui correspond grosso modo à ce que l'on appelait autrefois le *camp occidental*, les alliés asiatiques des Etats-Unis y compris) devrait atteindre les 53 millions à la fin de cette année...

...NI N'ONT DÉBOUCHÉ SUR UNE FRANCHE REPRISE ÉCONOMIQUE

Les quantités gigantesques de liquidités mobilisées d'une façon ou d'une autre par les Etats et les institutions internationales ont donc permis de sauver le système financier mondial et de stopper la détérioration de l'économie internationale. Mais même les économistes partisans les plus enthousiastes des politiques mises en oeuvre depuis le début de la crise, admettent que la reprise économique sera lente et tortueuse, certains allant jusqu'à redouter une rechute à la suite de l'épuisement inévitable des effets stimulants des plans de relance (comme lors de la crise de 1980-82).

C'est aussi ce que craignent sans l'avouer les autorités financières et économiques mondiales, comme le démontre que le fait qu'elles persévèrent dans leur politique d'argent facile (taux d'intérêt pratiquement égal à zéro, déficits publics en forte hausse, etc.) en dépit des dangers que cela fait poser sur l'activité économique future.

Selon des spécialistes des questions budgétaires réunis à Paris à la mi-octobre, la dérive des déficits publics dans la zone euro risque en effet d'atteindre des niveaux insoutenables rendant nécessaire à terme un «choc fiscal», c'est-à-dire une forte augmentation des impôts, avec des conséquences négatives sur la croissance économique.

Le FMI, lui, constatant que la hausse de la dette publique dans les pays développés est «sans précédent en temps de paix», estime qu'elle pourrait atteindre 120% du PIB

dans 5 ans. Pour la ramener à 60% en 20 ans (sic!) il préconise que les Etats passent «de déficits budgétaires équivalents en moyenne à 3,5% du PIB à des excédents de l'ordre de 4,5%» (14). A moins de retrouver une croissance économique exubérante que personne n'envisage, cela signifierait là des politiques d'austérité extrêmement sévères conjuguant hausse des impôts et taxes et baisse des dépenses sociales...

Pour l'heure les Etats sont engagés dans une course aux déficits qui représentent un précieux stimulant pour une économie anémique. Et tant pis si ces déficits et ces injections de liquidité sapent la stabilité de l'ordre économique, compromettent la croissance future et alimentent des bulles spéculatives dont l'explosion tôt ou tard fera des ravages: «*trop de monde a intérêt à ce que de nouvelles bulles se créent pour effacer les pertes subies*» (15). La Commission européenne a engagé des procédures contre 20 des 27 pays parce que leur déficit budgétaire dépasse les 3% stipulés par les critères du traité de Maastricht, soulevant un haussement d'épaules parmi les responsables politiques: au diable ces critères et ce traité quand ce qui est en jeu c'est la santé et les profits immédiats des entreprises capitalistes!

Même la «vertueuse» Allemagne, qui a inscrit dans sa Constitution la nécessité de n'avoir aucun déficit, devrait en avoir un d'au moins 3,9% cette année et ceci sans prendre en compte les décisions de son nouveau gouvernement de creuser encore les déficits. Les autres Etats font bien pire puisqu'on prévoit en Italie un déficit de 5,3%, de 8,2% en France, de 10% en Espagne, de 12,4% en Grande Bretagne (supérieur à celui de la petite Irlande: 12%) et de 12,5% en Grèce (16).

De même la dette publique qui selon ces mêmes critères ne devait pas dépasser un niveau équivalent à 60% du PIB, est en moyenne de 72,2% dans les pays de la zone. Plus précisément elle a déjà atteint les 74% en France et officiellement devrait dépasser les 80% en 2010; elle devrait être de 73,4% en Allemagne cette année pour atteindre les

78% l'an prochain; et en Italie, pays européen le plus endetté, elle a déjà dépassé les 115% au deuxième trimestre de cette année.

Aux Etats-Unis, à la fin de l'année fiscale 2009 (septembre), le budget de l'Etat accusait un déficit de 9,9%, le plus important depuis 50 ans (les revenus fiscaux étant eux aussi les plus faibles depuis un demi-siècle); la dette publique devrait dépasser les 80% du PIB cette année pour atteindre, selon le FMI, les 100% l'année prochaine. Et encore, à condition que l'Etat ne mette pas en place un second grand plan de relance comme on commence à le réclamer avec de plus en plus d'insistance en raison des faibles résultats du premier...

Au Japon, le déficit budgétaire prévu est de 10% (contre 3,2% en 2007, avant la crise), tandis que la dette publique représentait à la fin de l'année fiscale 2009 l'équivalent de 196% du PIB et elle devrait atteindre les 220% à la fin de 2010, si le nouveau gouvernement du Parti Démocrate n'est pas enclin à creuser davantage les déficits, comme il semble que ce soit le cas.

COMMENT LE CAPITALISME PEUT-IL SURMONTER LA CRISE?

Dans le *Manifeste Communiste* Marx et Engels, après avoir dit que la croissance des forces productives entraîne régulièrement des **crises de surproduction**, écrivent: «*Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens*».

Le recours au crédit est l'un des moyens principaux d'exploiter plus à fond les marchés anciens (on dirait *matures* aujourd'hui): sans la généralisation massive du crédit à la consommation, l'immobilier n'aurait pas connu le boom qu'il a connu au cours des dernières années aux Etats-Unis et ailleurs, ni la construction automobile et les autres secteurs.

(Suite en page 6)

Un prolétaire indomptable, le camarade Guerrino

Le 14 octobre dernier, le camarade Guerrino est mort à l'âge de 65, ans après 40 jours d'hospitalisation, frappé par une tumeur aux poumons.

Ouvrier depuis 1978 dans les chantiers navals de Porto Maghera (région de Venise en Italie), son travail consistait à décaper les tôles des soutes des navires en construction et de les enduire de divers vernis anti-corrosion: ambiance particulièrement malsaine à laquelle à la longue ses poumons n'ont pas résisté. Le sort de Guerrino a été celui de centaines de milliers de travailleurs voués à une port prématurée en raison de conditions de travail malsaines auxquelles les contraint un mode de production criminel pour qui seul compte le profit.

Guerrino était un camarade de vieille date; il adhéra au parti en 1969, lors des luttes de ce qu'on a appelé «l'automne chaud». Toujours en première ligne dans les luttes ouvrières, toujours combatif, toujours animé d'un farouche sentiment anticapitaliste, il mena un travail de prosélytisme qui se concrétisa dans la formation de sections et de noyaux militants dans la zone au cours des années 70.

Connu de tous ses camarades de travail pour ses positions anti-patronales et anti-collaborationnistes, il donnait l'exemple en refusant les heures supplémentaires ou en acceptant les travaux les plus pénibles: son sens de la dignité et de la solidarité ouvrières et communistes qui lui commandait de ne pas s'en décharger sur les plus jeunes ou les nouveaux embauchés et de refuser la concurrence entre prolétaires.

La haine que lui vouaient les patrons et les bonzes syndicaux conduisit lors des dites «année de plomb» à son emprisonnement

sous l'accusation de collaboration avec les Brigades Rouges, un groupe de lutte armée néo-stalinien qui était alors très actif en Italie; mais cette accusation mensongère se dégonfla rapidement.

Il a traversé toutes les vicissitudes de la vie du parti sans jamais prendre à la légère les divergences qui apparaissaient, sans jamais y répondre avec «sectarisme», ni par des compromissions. Il vit partir nombre de camarades avec qui il avait milité sans jamais dévier. Lors de la crise du parti de 1982, il resta fidèle aux orientations qui le guidaient depuis qu'il avait adhéré, repoussant les diverses suggestions liquidatrices qui fleurirent alors. Depuis lors il contribua de toutes ses forces au travail entrepris pour surmonter cette crise et reconstruire une organisation de parti, même très réduite numériquement. Les camarades étrangers se rappellent que son italien était toujours mélangé de dialecte vénitien, ce qui était quelque peu déroutant. Mais on le comprenait quand même quand on parlait la même langue politique!

La capacité à résister dans une période défavorable à l'activité des révolutionnaires et à défendre la continuité des positions du parti, la volonté jamais en défaut d'intervenir parmi les ouvriers pour indiquer la voie de la lutte de classe et de la révolution, tout cela a caractérisé la contribution que Guerrino a donné au parti et à la lutte ouvrière. **Résister sans rien lâcher!** était sa devise, et il ne se faisait aucune illusion sur les années difficiles qui nous attendent encore. Mais il ne s'est jamais démoralisé et il nous a toujours poussé à ne jamais se laisser aller au découragement. Son exemple est pour nous plus vivant que jamais.

Une exigence rendue plus pressante par la crise: Le retour à la lutte prolétarienne indépendante!

(Suite de la page 1)

l'OFCE estime que fin 2010 le taux de chômage serait de 10,6% contre 7,8% en 2008, soit la plus forte augmentation depuis 25 ans.

Ces prévisions bourgeoises valent ce qu'elles valent, c'est-à-dire pas grand chose. La réalité du chômage, de la précarisation, de la paupérisation, les travailleurs la vivent ou la redoutent chaque jour. Une étude académique récente documente la dégradation des conditions de travail depuis vingt ans, que ce soit l'augmentation des cadences, la généralisation du travail à la chaîne, l'exposition aux produits cancérigènes, etc.: «dans l'ensemble, les inégalités se creusent, risques et pénibilités s'accroissent plus nettement pour les ouvriers et les employés» que pour les autres salariés. La stratégie patronale à France Télécom qui consiste sciemment à stresser le personnel, y compris les employés d'un certain niveau, afin de le rendre plus malléable, de le plier davantage aux besoins de l'entreprise, n'est que la version extrême de ce qui existe dans toutes les entreprises. Le **despotisme d'entreprise** est la règle, **exploiter le travailleur y compris jusqu'à ce que mort s'en suive**, est la loi non écrite du capital. Pour les capitalistes, les suicides à France Télécom, les accidents du travail ou les maladies professionnelles ne sont que les faux frais de leur système.

L'étude dont nous parlons indique en conclusion que la dégradation des conditions de travail, phénomène particulièrement marqué en France par rapport à d'autres pays, «nourrit une insatisfaction croissante des salariés qui tend à se cristalliser sur les salaires jugés insuffisants au regard des efforts demandés» (1). Les prolétaires ne sont pas satisfaits de leur sort: voilà de quoi chiffonner les bourgeois...

LE RÔLE ANTI-PROLÉTARIEN DU COLLABORATIONNISME POLITIQUE ET SYNDICAL

Mais les bourgeois savent qu'ils peuvent compter sur les serviteurs empressés du capitalisme que sont les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et les appa-

reils syndicaux collaborationnistes. L'étude évoquée ci-dessus démontre à nouveau que lors du passage de la gauche au pouvoir, les conditions prolétariennes ont continué à se dégrader.

Faces à des gouvernements de droite, ces partis et syndicats ont repris une posture oppositionnelle et revendicative; s'ils ont retrouvé ainsi une partie de leur influence perdue, cela leur a permis, avec le concours de la dite «extrême gauche» de continuer dans des conditions différentes leur sale travail d'isolement des luttes et de sabotage des mouvements.

Sans remonter aux luttes des dernières années, il suffit de rappeler comment les directions syndicales ont réussi au premier semestre de cette année à empêcher toute lutte réelle d'ampleur au moyen de leur pseudo-mobilisation rythmée par des journées d'inaction syndicale.

Depuis la rentrée les appareils syndicaux s'emploient à entretenir la paralysie et l'impuissance des prolétaires: les initiatives annoncées pour le mois d'octobre se sont multipliées en ordre dispersé (un jour les retraités, un autre les employés de France Telecom, un autre les infirmiers, etc.), avec des résultats évidemment très maigres; mais surtout ces appels à la mobilisation se font sur des mots d'ordre corporatistes, réformistes et collaborationnistes. Le cas exemplaire est celui de la manifestation pour la défense de l'emploi dans l'industrie (journée du 22/10); il s'est agi en réalité d'une mobilisation pour la **défense de l'industrie française**, c'est-à-dire d'une mobilisation anti-prolétarienne. Le tract d'appel de la CGT mélangeait sciemment de (vagues) demandes d'augmentation des salaires avec des propositions spécifiquement bourgeoises comme une politique de «recherche pour la réindustrialisation des territoires» ou le financement du développement des entreprises!

Rien d'étonnant donc si Sarkozy a dit avoir repris «une très bonne idée de Bernard Thibault» que celui-ci lui avait proposée lors d'une rencontre à l'Élysée: celle de l'organisation d'*états-généraux de l'industrie*, regroupant patrons, syndicats et pouvoirs publics!

A LA POSTE UNE VOTATION CITOYENNE CONTRE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

En réponse à la discussion du projet de loi sur le changement de statut de la Poste, un rassemblement s'est créé contre une éventuelle privatisation de l'entreprise. C'est un rassemblement très large, puisqu'il regroupe syndicats (de CGT à SUD) et organisations politiques depuis l'extrême gauche (NPA) jusqu'à certaines organisations de droite (MODEM et souverainistes) en passant par les Verts, le PCF et le PS. Son but n'est pas de défendre les intérêts des travailleurs, mais le statut actuel de la Poste; son moyen n'est donc évidemment pas la lutte prolétarienne, mais l'action démocratique; la fameuse votation était un référendum pour ou contre la privatisation; elle a été un succès, puisque 2 millions de personnes y ont participé, et forts de cette réussite les organisateurs... demandent à Sarkozy d'organiser un vrai référendum!

La **mascarade** de la votation citoyenne ne peut avoir d'autre résultat que d'égarer les travailleurs en leur faisant croire qu'il existe une alternative à la lutte, qu'ils doivent chercher des alliés parmi les «usagers», les «citoyens» indépendamment de leur appartenance de classe et que la défense de leurs intérêts se limite à la défense du statut actuel.

En réalité, à la Poste comme ailleurs, il n'y a pas d'autre moyen pour défendre les intérêts des travailleurs que la lutte réelle, indépendante du corporatisme, de la défense de l'entreprise ou de l'économie nationale; les travailleurs de telle ou telle entreprise ne peuvent trouver de soutien qu'auprès de leurs camarades de classe, soumis à la même exploitation et obligés de combattre les mêmes adversaires; enfin le statut actuel qu'il faudrait défendre a été largement modifié (par les partis de gauche!) dans un sens anti-prolétarien, s'adaptant aux exigences commerciales et accroissant l'exploitation (voir le recours généralisé aux CDD). La voie d'une défense réelle des travailleurs est à l'exact opposé de ce

que propose le *Comité national contre la privatisation*, authentique alliance anti-prolétarienne!

LA RUPTURE AVEC LE COLLABORATIONNISME ET LA PAIX SOCIALE EST UNE NÉCESSITÉ DE LA DÉFENSE ÉLÉMENTAIRE DES INTÉRÊTS PROLÉTARIENS

Pour se défendre contre l'exploitation et l'oppression capitalistes grandissantes, les prolétaires ne peuvent compter sur les forces qui mettent au premier plan la collaboration des classes et la défense de l'intérêt supérieur de la société, de la nation ou de l'entreprise, fût-elle un «service public». La société est divisée en classes antagonistes, entre exploités et exploités qui n'ont rien en commun. C'est seulement en ayant conscience de cette réalité, c'est-à-dire en rompant avec les mensonges de la collaboration des classes, qu'ils se présentent sous la forme démocratique, réformiste ou nationaliste, et avec ceux qui les propagent que les prolétaires pourront reconstituer leur force de classe et trouver ainsi la capacité de battre en brèche les capitalistes et leur Etat. Cela ne sera pas facile et ce ne sera pas le résultat d'une prise de conscience abstraite. C'est le capitalisme lui-même qui, tenaillé par des crises toujours plus graves, et contraint donc d'accroître au maximum l'exploitation et la misère, poussera des secteurs de plus en plus larges de prolétaires à se défendre.

C'est alors que réapparaîtra de manière impérieuse l'exigence de la lutte prolétarienne indépendante du collaborationnisme, de la lutte pour la défense exclusive des seuls intérêts prolétariens, utilisant les méthodes et les moyens classistes, lutte de défense qui ouvrira la voie à la lutte plus large, à la lutte révolutionnaire contre le capitalisme!

(1) cf Ecole Economique de Paris, working paper n°25/2009

Sans-papiers: les travailleurs luttent, les syndicats magouillent avec Besson

Depuis le 12 octobre des centaines de travailleurs sans-papiers sont entrés en lutte en région parisienne: ils se sont mis en grève, occupent divers locaux d'entreprises, chantiers ou associations patronales. Le mouvement est organisé principalement par la CGT, avec le soutien de la CFDT, de la FSU, de Solidaires (syndicats SUD), de l'UNSA, et des associations RESF, Droits Devant, la CIMADE, la Ligue des Droits de l'Homme, etc. Il a rapidement pris de l'ampleur: début novembre, de source syndicale, plus de 4000 travailleurs y participaient.

Les bonzes de la CGT qui, il y a quelques mois chassaient manu militari les sans-papiers de la Bourse du Travail, qui l'an dernier mettaient fin au mouvement contre de vagues promesses du gouvernement (1) (et après avoir fait le tri parmi les travailleurs entre ceux qu'ils présentaient à la régularisation et ceux qu'ils mettaient de côté), auraient-ils changé?

Remarquons d'abord que, en fait de mobilisation en soutien aux travailleurs sans-papiers, la CGT et ses associés proposent essentiellement... la signature d'une pétition! Evidemment cela cadre davantage avec les conceptions des bourgeois de la Ligue des Droits de l'Homme qu'une mobilisation réelle des travailleurs français... D'ailleurs cette pétition met l'accent sur

des arguments à destination des bourgeois, en écrivant entre autres que ces travailleurs sont «indispensables dans certains secteurs de notre (sic!) économie» ou qu'ils payent des impôts: on y chercherait en vain des arguments à destination des prolétaires expliquant que la solidarité avec les travailleurs sans-papiers est une nécessité pour renforcer l'unité de classe dans le combat contre les capitalistes!

Mais surtout, alors que les travailleurs sont de plus en plus nombreux à entrer en lutte pour leur régularisation, la CGT et les organisations qui entendent contrôler le mouvement, ont, elles, un **autre objectif**: non pas des papiers pour tous, mais... la publication par le ministère d'une circulaire «qui définit des critères améliorés, simplifiés, appliqués, et qui permette une égalité de traitement pour tous» (2). Bref, ces prétendus défenseurs des travailleurs que sont les dirigeants de la CGT et cie ne trouvent rien à redire que les services du sinistre Besson décident quels sont les travailleurs qui peuvent être régularisés, ils demandent seulement que les critères soient les mêmes dans toutes les préfectures. Cela démontre qu'ils sont en réalité d'accord avec la politique gouvernementale, ne protestant que contre la façon *arbitraire* dont elle est appliquée!

Des négociations se mènent d'ailleurs

entre ces véritables **laquais du capitalisme** et le ministère pour la rédaction de cette circulaire, à en croire un article du Monde publié sans commentaire sur le site du mouvement: «Depuis deux semaines déjà, le ministère de l'immigration travaille à la rédaction d'une nouvelle circulaire, avec les représentants de cinq organisations syndicales: CGT, CFDT, Solidaires, FSU et UNSA» (3), ces organisations demandant que soient définis avec précision les critères de régularisation.

Et après la censure le 23 octobre par le Conseil d'Etat d'une circulaire établissant la liste des métiers ouverts aux travailleurs «non-communautaires», ces organisations se sont précipitées, non pour condamner le principe **raciste** et **xénophobe** d'une telle liste, mais pour négocier avec le ministère son élargissement (4)...

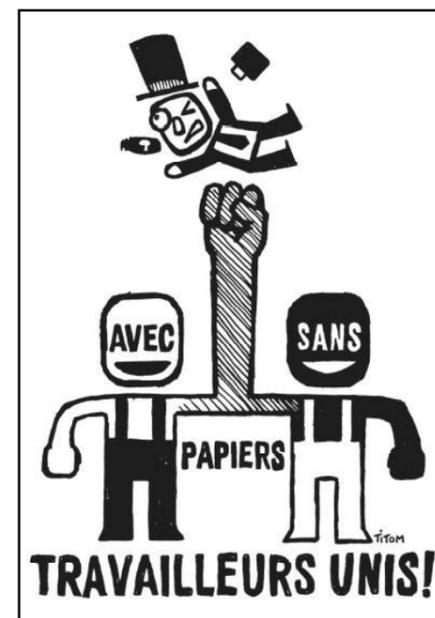
DÉJOUER LES MANOEUVRES DE BESSON ET DES CHEFS SYNDICAUX

S'ils réussissent à garder le contrôle du mouvement, ces dirigeants syndicaux ne pourront le conduire qu'à la défaite; en contrepartie de la régularisation de quelques uns, ils auront contribué à rationaliser et à renforcer le contrôle exercé par l'Etat bourgeois sur les travailleurs immigrés en fonction des besoins de l'économie capitaliste. Ce qui implique de laisser la très grande majorité des travailleurs sans-papiers présents dans le pays sous la coupe de leurs patrons, soumis en permanence à la menace de l'expulsion.

La **régularisation de tous les sans-papiers** est un besoin de la lutte de défense prolétarienne, car contre les capitalistes et

leur Etat il faut un front uni des travailleurs. Abandonner une partie des travailleurs entre les griffes des patrons revient à affaiblir ce front, à affaiblir cette lutte. Ce n'est pas contre les discriminations dans les modalités de l'exploitation et de l'oppression qu'il faut lutter, mais contre l'oppression et l'exploitation elles-mêmes!

L'*harmonisation des critères de régularisation* est l'objectif d'adversaires de la lutte prolétarienne qui redoutent que la paix sociale soit rompue un jour ou l'autre par l'explosion de la bombe sociale constituée par ces centaines de milliers de travailleurs qui vivent dans un véritable *état d'except-*



MASSACRES EN GUINÉE

Le 22 décembre 2008 mourait Lansana Conté après 24 ans de pouvoir (il était en fait gravement malade depuis longtemps et ne servait plus que prête-nom au clan présidentiel). Sa mort n'a été annoncée qu'au bout d'une semaine, sans doute pour permettre le placement en lieu sûr de la fortune de ses proches et pour préparer une transition selon leurs vœux. Cette dernière circonstance ne se réalisa pas. A la suite de quelques affrontements au sein de l'armée une junte militaire s'empara du pouvoir sous le nom de CNDD (Conseil National pour la Démocratie et le Développement); le chef en était le capitaine Dadis Camara.

Aussitôt toutes les personnalités politiques accoururent au camp militaire faire allégeance au CNDD, à commencer par les ministres du gouvernement en place qui auraient dû assurer la transition! Les derniers ne furent pas les chefs syndicaux. Hadja Rabiou Diallo, secrétaire générale du principal syndical, la CGTG, expliquait après sa rencontre avec Camara: «un coup d'Etat contre un cadavre n'est pas un coup d'Etat. Les jeunes officiers du CNDD ont occupé un siège vacant. Le premier qui s'est jeté dessus l'a pris. Et nous syndicalistes, nous nous réjouissons qu'il l'ait fait» (1). Elle précisera ailleurs que Camara faisait partie des noms proposés par les syndicats pour être premier ministre lors des négociations avec Conté qui avaient abouti à la liquidation de la grève générale en 2007.

Les Etats-Unis regrettèrent que la Constitution n'ait pas été respectée (comme si cette constitution était autre chose qu'un chiffon de papier que Conté avait toujours foulé aux pieds) et en général la «Communauté internationale» condamna - platoniquement - cette prise de pouvoir. La France n'eut même pas cette pudeur (ou cette hypocrisie démocratique) en soutenant d'emblée la junte.

Dans les premiers temps, le CNDD constitua un état de grâce; Camara limogea quelques caciques de l'ancien régime et multiplia les déclarations contre la corruption. Il prit l'habitude de faire téléviser ses interventions au cours desquelles il prenait à partie tel ou tel haut personnage. Baptisés «Dadis show», ces émissions télévisées connurent un grand succès.

tion. La seule revendication prolétarienne est celle de la **régularisation de tous les sans-papiers**, régularisation qui nécessite une lutte d'ampleur avec le soutien effectif des autres travailleurs, français et immigrés. L'extension du mouvement actuel pourrait être un pas important dans cette direction si les travailleurs arrivent à déjouer les manœuvres des chefs syndicaux qui vendent déjà leur mouvement à la table des négociations et à prendre en mains leur propre lutte. Mais quelle que soit l'issue de la bataille en cours, le combat continuera.

Face aux magouilles des chefs syndicaux avec le ministère, la solidarité de classe avec les travailleurs sans-papiers en lutte pour la régularisation de tous est une nécessité impérieuse!

5/11/2009

(1) Ils le reconnaissent eux-mêmes: «Après avoir obtenu fin 2008 l'assurance du gouvernement qu'un certain nombre de règles et critères seraient respectés, nous avons joué le jeu et cessé les mouvements de grève. Mais le gouvernement n'a pas tenu parole» déclare un responsable CGT au Monde du 12/10/09.

(2) Francine Blanche «secrétaire de la CGT», à L'Humanité du 19/10. Sur le quotidien patronal Les Echos du 28/10, la même qualifiait de «début intéressant» les premières négociations au ministère, bien que celui-ci ait réaffirmé son opposition à toute régularisation massive!

(3) Le Monde du 29/10, article visible sur le site www.travailleurssanspapiers.org

(4) Les Echos, 29/10

LES LUTTES OUVRIÈRES À RUSAL

La ressemblance avec un Hugo Chavez se fit plus précise lors des problèmes sociaux à Rusal. Il s'agit d'une usine d'alumine (la seule d'Afrique), la Guinée étant le deuxième producteur mondial de bauxite, le minerai qui est à l'origine de l'aluminium. Créée par Péchiney, l'usine qui est le plus grand employeur privé du pays, était devenue propriété d'Etat avant d'être vendue à un trust russe sous Conté. Pendant l'année 2008 plusieurs mouvements de grève avaient eu lieu à Rusal. A l'avant-garde de ces grèves souvent sauvages (déclenchées sans préavis) se trouvait un groupe de jeunes ouvriers qui accusaient les dirigeants syndicaux d'être de mèche avec les patrons. Au printemps 2009 une nouvelle grève se déclencha pour obtenir le paiement du salaire minimum (300 dollars). Les ouvriers s'emparaient des cadres russes pour les ramener chez eux. Les femmes des ouvriers organisaient une grande marche de soutien aux grévistes. Devant cette situation le CNDD se trouvait contraint d'agir, la direction refusant toute concession aux ouvriers. Camara convoquait alors les syndicalistes pour leur annoncer qu'il allait nationaliser l'entreprise, l'argument étant qu'elle avait été bradée lors de la vente aux Russes, sans doute en contrepartie d'un important bakchich. Tout comme Chavez avec les travailleurs de Sidor, Camara réussissait ainsi à arrêter la lutte des ouvriers de Rusal...

Le désenchantement vis-à-vis de Camara et du CNDD a été cependant rapide, étant donné que pour les travailleurs et les masses pauvres rien n'a changé. Le mécontentement est allé croissant comme le montrent les émeutes sporadiques qui ont éclaté ici ou là. La «nationalisation» de Rusal - en réalité l'annulation de la vente - traîne en longueur, les capitalistes russes n'entendant pas se laisser déposséder, alors même que cette déci-

sion a inquiété les impérialistes présents en Guinée: le 3 septembre ils décidaient un lock-out de l'entreprise.

De plus la décision de Camara de se présenter aux élections présidentielles lui a aliéné la classe politique. Les partis politiques et les syndicats ont créé une alliance informelle sous le nom des «Forces Vives» pour s'opposer à cette volonté. Ces F.V. organisaient le 27 septembre un grand meeting à Conakry pour demander au CNDD de respecter ses engagements à céder le pouvoir aux civils; dès le matin des groupes de jeunes descendus des quartiers populaires commençaient à sillonner le centre-ville aux cris de A bas Camara! La junte décidait l'interdiction du meeting alors que les gens commençaient déjà à se rassembler. L'armée, principalement les Bérêts Rouges de la Garde présidentielle ouvraient alors le feu sur les manifestants désarmés, se livrant à un véritable massacre, à des viols et des exactions de toutes sortes. Le nombre des morts est inconnu, nombreux ayant été enterrés en cachette, mais il est probablement supérieur à 150.

La condamnation par la «Communauté internationale» a été unanime, des sanctions ont été prises officiellement pour pousser la junte à céder le pouvoir (sanctions pas bien terribles: refus d'accorder des visas aux chefs du CNDD); Camara et cie n'envisageant pas de se retirer, une «médiation» entre le CNDD et l'opposition a été confiée au président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, qui a toujours été un homme-lige de l'impérialisme français; il s'y connaît en putsch, puisque c'est comme ça qu'il est arrivé au pouvoir, en assassinats, puisqu'il a fait assassiner son camarade Sankara; et en répression aveugle puisque c'est ainsi qu'il a réprimé les manifestations contre la vie chère de l'an dernier. Les «Forces Vives» n'ont pas récusé un tel personnage et elles seront présentes aux négociations qui doivent se tenir à Ouagadougou (la capitale du Burkina).

Les libertaires de la CNT française ont publié un appel du «Mouvement social gui-

néen» en date du 28/9 qu'ils demandent sans rougir de diffuser largement. Ce MSG est un front interclassiste regroupant syndicats, organisations patronales et les «Forces Vives» dont nous avons parlé. Il remercie les Etats impérialistes et africains de leur réaction aux massacres, exhorte les religieux à le soutenir pour «restaurer la paix» et appelle à une «transition apaisée» en faveur de l'établissement de la démocratie.

La signature des dirigeants syndicaux au bas de ce document honteux ne peut surprendre: ils ont déjà montré ce qu'ils valaient en faisant avorter la grève générale en 2007 avec l'objectif de mettre sur pied un «gouvernement de consensus». Face au massacre du 27 septembre, ils ont appelé non à la lutte mais... à la prière (appel à des journées de deuil). Mais ce n'est pas par la prière qu'il sera possible de faire tomber les dictateurs. Les prolétaires et les masses guinéennes ont montré lors des grèves générales qu'elles étaient capables de mettre n'importe quel pouvoir à genoux.

Mais c'est bien ce qui inquiète les dirigeants syndicaux comme les patrons et les impérialistes et c'est ce qu'ils veulent empêcher à tout prix. Ils n'hésiteront pas demain à faire la paix avec Camara comme ils l'ont fait avec Conté, en dépit des flots de sang répandus par l'un comme par l'autre et en dépit que ces derniers ont fait et feront la guerre aux prolétaires.

Les événements de Guinée sont une leçon pour tous les prolétaires du monde: là-bas comme partout il ne faut faire aucune confiance aux réformistes qui n'ont que l'entente nationale et le bien de la société à la bouche et qui cherchent à s'allier aux patrons; là-bas comme partout la lutte prolétarienne pour vaincre doit pouvoir s'appuyer sur l'organisation de classe indépendante des travailleurs, là-bas comme partout elle a besoin d'une véritable direction de classe qui ne cherche pas à la trahir au premier moment, c'est-à-dire du **parti de classe**.

(1) cf *Le Monde*, 9/1/2009

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE

(Suite de la page 3)

Marx explique que le système du crédit accélère le développement des forces productives et du marché mondial, en surmontant pour un temps les limites du capital; mais «le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction [entre forces productives et marché - Ndir], les crises, et partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production». C'est pourquoi il fait «figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale» (17).

La crise actuelle démontre avec éclat la véracité des analyses marxistes. Pratiquement tous les économistes reconnaissent maintenant que la reprise économique qui a suivi la récession de 2001 a été le fruit d'un endettement qui, poussé à son comble, insuffisamment régulé (ils trouvent tous, après coup, que le capitalisme n'a pas été assez régulé!), a débouché sur une débauche de spéculation et de surproduction. La dette totale (publique et privée) des Etats-Unis a commencé à augmenter après la crise de 1980-82 où elle était autour de 160% du PIB, pour atteindre 265% lors de la récession de 2001 et augmenter encore plus rapidement ensuite jusqu'à arriver à plus de 340% du PIB en 2007; l'endettement des ménages américains a suivi une courbe similaire mais encore plus accentuée avec une forte accélération après 2001, en même temps que leur taux d'épargne devenait nul. Le recours toujours plus grand au crédit (à la dette comme disent aujourd'hui les économistes) est devenu de plus en plus nécessaire pour relancer une machine productive toujours menacée par l'engorgement récurrent des marchés.

Une démonstration frappante en est don-

née par les chiffres suivants: alors que dans les années cinquante et soixante, 1,5 dollar de crédit était nécessaire pour obtenir 1 dollar de croissance du PIB, ce chiffre augmenta à partir des années quatre-vingt pour culminer à 3 dollars de crédit pour 1 dollar de croissance dans les années quatre-vingt-dix; il augmenta encore au cours du cycle ouvert après la crise de 2001 pour atteindre près de 4,5 dollars de crédit pour chaque dollar de croissance (18)! L'«industrie financière» devint de plus en plus importante dans l'activité économique américaine; alors qu'au cours des années 50 et 60, les profits des sociétés financières ne représentaient que 10 à 16% des profits de toutes les entreprises, leur part ne cessa de progresser à partir à partir du milieu des années 80, surtout avec les politiques de dérégulation suivies lors des présidences de Bush (père) et Clinton pour atteindre un sommet de 40% au moment de la crise de 2001-2002.

Cette débauche croissante de crédit, de finance et de spéculation qui s'en suit inévitablement aux Etats-Unis, mais aussi dans les autres grands pays, qui ne pouvait pas ne pas déboucher sur un effondrement, témoigne des difficultés grandissantes rencontrées par le fonctionnement du cycle économique capitaliste au cours des dernières décennies. Elle indique aussi qu'il sera très difficile de trouver, comme après 2001, un moyen pour relancer l'économie dans une nouvelle expansion du crédit à la consommation; il faudrait d'abord que se résorbe l'endettement actuel des consommateurs qui n'arrivent plus à rembourser leurs crédits! C'est pourquoi l'Etat est devenu le consommateur en dernier recours: pratiquement seule l'augmentation de ses dépenses peut offrir un marché suffisant aux entreprises

capitalistes étranglées par la surproduction. Mais l'augmentation rapide de l'endettement des Etats et la nécessité qu'il y aura tôt ou tard à y remédier font que cette solution ne peut être que temporaire et partielle.

La **conquête de nouveaux marchés** est donc une voie que cherche naturellement à emprunter toutes les puissances capitalistes, en dépit des avis de ceux qui condamnent doctement le modèle allemand ou japonais basé sur l'exportation: les mêmes qui vantaient hier la mondialisation, voudraient que le capitalisme se recentre sur ses marchés nationaux; mais comme le disait le Manifeste, le capitalisme a définitivement donné un caractère international à la production et à la consommation de tous les pays. *Au grand désespoir des réactionnaires, il a enlevé à l'industrie sa base nationale.*

La conquête des marchés signifie une lutte commerciale accrue entre les diverses puissances capitalistes. A l'heure actuelle cette lutte commerciale tend de plus en plus à prendre la forme d'une guerre des monnaies, comme cela se dessinait avant le krach boursier de l'année dernière. Le dollar est ainsi redescendu à la mi-octobre au niveau qu'il avait atteint en août 2008 par rapport à l'euro (1,5 dollar pour 1 euro), provoquant l'émoi des responsables européens: les marchandises américaines y trouvent en effet un regain de compétitivité par rapport aux marchandises de la zone euro. Un banquier parisien estime que la Réserve Fédérale Américaine «est sans doute très contente de ce qui se passe». Il explique que «c'est que du bonheur pour les Etats-Unis: vous exportez la récession et vous importez de la croissance» (19). La reprise économique en Europe

(Suite en page 6)

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE

(Suite de la page 5)

pourrait en effet être compromise par cette baisse du dollar, étant donné en outre que la monnaie chinoise est strictement alignée sur le cours de la devise américaine, rendant la concurrence avec les marchandises chinoises encore plus difficile...

Les capitalistes américains ne sont pas particulièrement enthousiasmés par cet alignement, car ils préféreraient une réévaluation de la monnaie chinoise pour amoindrir la pression concurrentielle de ce pays; mais ils ont aujourd'hui trop besoin des capitaux chinois afin de financer leurs déficits pour s'y opposer vraiment, sans compter qu'une bonne partie des entreprises chinoises exportatrices travaillent comme sous-traitants d'entreprises américaines. On assiste ainsi à la mise en place dans les faits d'une sorte de **bloc commercial-monnaire américano-chinois**, flanqué par la Grande-Bretagne qui laisse elle aussi filer sa monnaie, contre leurs concurrents européens, japonais et autres (notamment les autres pays asiatiques exportateurs).

CAPITALISTES CONTRE PROLÉTAIRES

L'aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière est inévitable car c'est de cette exploitation que le capitalisme tire la plus-value indispensable à son fonctionnement. Nous avons déjà vu que les capitalistes américains ont réussi à sauver leurs profits en pesant sur les salaires; les prolétaires ont été les premiers à subir les conséquences de la crise avec l'augmentation rapide du chômage, la perte de leurs logements qui concerne des millions de familles prolétaires américaines, et de leurs retraites: des centaines de milliers de prolétaires de plus de 65 sont obligés de travailler ou sont à la recherche d'un emploi aux Etats-Unis pour cette raison, tandis qu'un peu partout en Europe se généralise la tendance à reculer l'âge de la retraite et à rogner sur les dépenses sociales de tout type. Ceux qui ont pu conserver leur emploi se trouvent et se trouveront de plus en plus confrontés à des baisses de salaires.

Des prévisionnistes d'une banque d'in-

vestissement française écrivent ainsi, en dressant à destination de leurs clients capitalistes, une perspective pour les prochaines années: «*Les gouvernements, au lieu d'annoncer une reprise cyclique normale, feraient mieux d'expliquer les difficultés: - pertes irréversibles d'emplois (...) - contraction du commerce mondial et (...) risque d'appréciation de l'euro - impossibilité de redémarrer le mode de croissance soutenu par l'endettement. - nécessité dans le futur de passer à des politiques budgétaires restrictives. - accélération des délocalisations. - déformation du partage des revenus au détriment des salariés*». Dans une autre synthèse ils mettent les points sur les i: «*- La croissance va être faible avec la poursuite du désendettement du secteur privé. - Ceci va spontanément réduire la profitabilité des entreprises, comme on l'a vu dans tous les pays dans le passé. - (...) la seule solution pour les entreprises sera de réduire les salaires, ce qu'on voit déjà aux Etats-Unis, au Royaume Uni, au Japon, en Allemagne*».

Et ils concluent: «*La situation sociale va devenir très tendue aux Etats-Unis, en Europe, au Japon*» (20). C'est ce que disent, d'une façon en général plus feutrée, toutes les institutions de prévision nationales et internationales, en évoquant une reprise faible et «sans emplois». A l'occasion d'ailleurs elles n'hésitent pas à être plus directes, comme l'a fait le FMI lorsqu'il a menacé d'arrêter son aide à l'Ukraine après la décision de son gouvernement d'instaurer un salaire minimum (21) parce que cette décision menacerait la «stabilité» du pays: pour que le capitalisme retrouve la santé, il faut que les prolétaires crèvent de faim!

La baisse des salaires, la hausse du chômage, la diminution des prestations sociales va augmenter la pauvreté dans les pays capitalistes développés: elle touchait déjà avant la crise 76 millions de personnes en Europe. Mais la situation est plus dramatique encore dans les pays en développement. Selon la Banque Mondiale, près de 90 millions de personnes dans le monde y seraient tombées dans une extrême pauvreté (moins de 1,25 dollars par jour) à cause de la crise et plus d'un milliard de personnes devraient souffrir de disette cette année (22). Pour les bourgeois ce ne sont que des pauvres

dont il faut se soucier, non pour des raisons charitables, mais pour préserver la stabilité du système politique et économique en vigueur; pour le prolétariat révolutionnaire, ce sont des alliés naturels qu'il faudra mobiliser dans la lutte révolutionnaire commune de ceux qui ne possèdent rien que leurs chaînes.

Le futur proche verra s'accroître toujours davantage l'exploitation capitaliste, s'accroître le chômage et la précarité, en même temps que se déchaînera la concurrence entre les divers impérialismes ou blocs d'impérialismes pour l'emporter sur leurs concurrents dans un marché mondial déjà largement saturé de marchandises, jusqu'à ce que la guerre commerciale, industrielle et financière se transforme en guerre ouverte pour détruire par la violence les forces productrices en surnombre et permettre un redémarrage en grand de l'accumulation capitaliste.

Tel a été le débouché inévitable de la grande crise de surproduction des années trente; tel sera le débouché fatal de la future crise générale de surproduction dont la crise actuelle qu'est encore que le prodrome, si, dans les années qui viennent, le prolétariat ne réussit pas à trouver la force de répliquer aux coups redoublés du capitalisme, s'il n'arrive pas, pour reprendre les mots du Manifeste, à **se constituer en classe donc en parti**, pour abattre ce mode de production qui ne promet à l'humanité que crises, misère et guerres.

(A suivre)

(1) cf *International Herald Tribune*, 12-13/9/2009 (performances mesurées en dollars).

(2) cf *Beijing Information*, 10/8/2009

(3) Selon Autodata Corporation, *www.motorintelligence.com*, octobre 2009.

(4) Nous reprenons les séries statistiques publiées par l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

(5) Communiqué d'Eurostat (organisme de statistiques européennes), 14/10/2009.

(6) cf *Les Echos*, 15/10/2009.

(7) Ces statistiques sont disponibles en ligne sur *www.worldsteel.org*

(8) Voir l'article avec tableaux comparatifs entre 1929 et maintenant, «A tale of two depressions» (mise à jour septembre 2009) sur *www.voxeu.eu*.

(9) cf le «Rapport sur le commerce et le développement, 2009», aperçu général, CNUCED, Genève septembre 2009. La CNUCED est la Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

(10) cf *Les Echos*, 15/10/2009

(11) Bureau of Economic Analysis, 30/9/2009. *www.bea.gov/newsreleases/national/gdp/2009/gdp2q09_3rd.htm*

(12) Voir le communiqué du Bureau of Labor Statistics du 2/10/2009 sur *www.bls.gov*

(13) *The Economist*, ibidem.

(14) cf *Le Monde*, 14/10/2009

(15) Selon un responsable de l'OFCE (organisme de prévision économique) cité par *Enjeux Les Echos*, septembre 2009

(16) Communiqué d'Eurostat, 22/10/2009.

(17) Marx, *Le capital*, Livre trois, ch. 27. Ed. Sociales 1976, p. 412.

(18) Selon Hans Magnus, *Financial Times*, 23/1/2008.

(19) cf *Le Monde*, 24/10/2009.

(20) Voir les *Flash Economie* n°397 (7/9/2009) et 470 (21/10/2009) publiés par le service de Recherche Economique de la banque Natixis. (il s'agit d'une de ces banques zombies qui a frôlé la faillite lors du krach boursier).

(21) Communiqué du FMI, signé par son «socialiste» président Strauss-Kahn, 29/10/2009. Le FMI demande officiellement un veto sur cette loi et sur celle des pensions.

(22) Déclaration du vice-président de la Banque mondiale, le 20 octobre à Mexico. Selon lui avant la crise 1,4 milliard de personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour et ce chiffre aurait augmenté de 89 millions depuis le début de celle-ci.

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («*le prolétaire*», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («*Il Soviet*», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «*programme communiste*», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le prolétaire

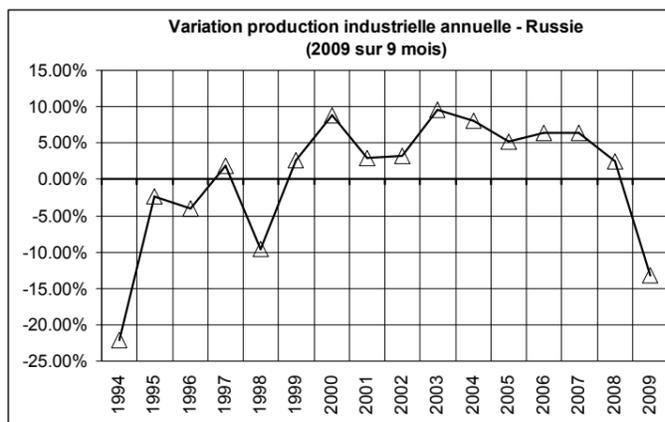
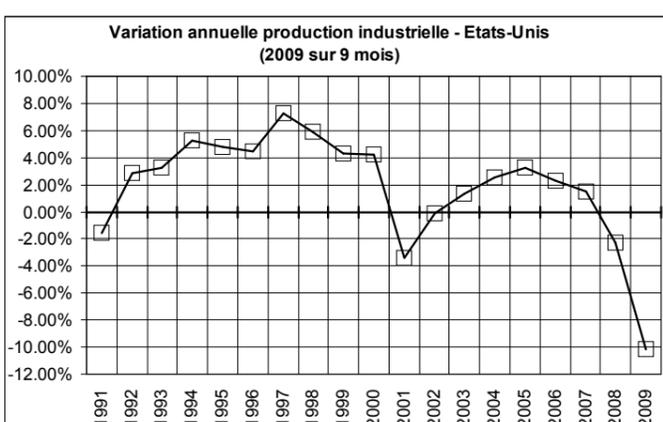
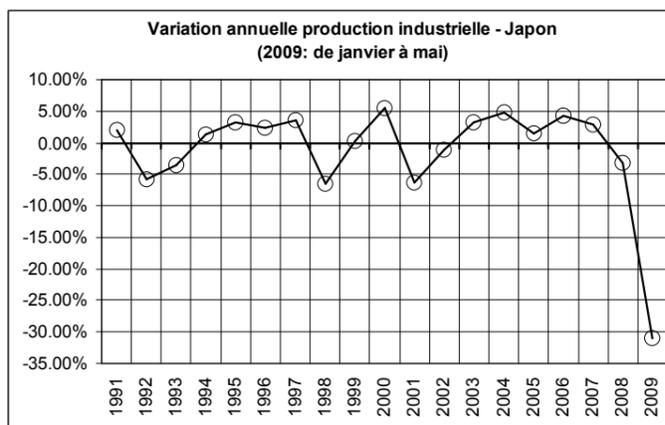
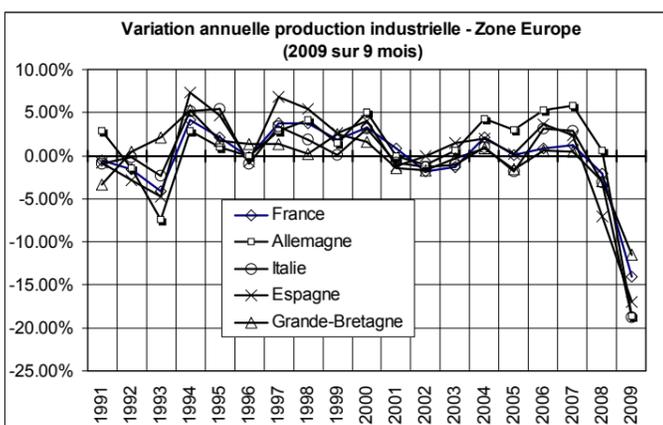
parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



32

Variations de la production industrielle de quelques grands pays capitalistes



Les variations d'une année sur l'autre de la production industrielle sont parmi les indices les plus significatifs de l'ampleur de la crise capitaliste. Elles expriment, en lien direct, la chute des profits et avec le cortège de licenciements, de pression sur les salaires et sur la productivité exigée des travailleurs que cela implique.

ÉLÉMENTS D'ORIENTATION MARXISTE

(Suite de la page 1)

défenseurs des institutions bourgeoises osent encore se dire partis du prolétariat; le terme de marxistes est employé pour désigner les plus absurdes conglomérats de partis, tels ceux de l'antifranquisme espagnol.

La ligne historique dont nous nous réclamons est la suivante: le *Manifeste Communiste* de 1848 (intitulé, en fait, exactement *Manifeste du Parti Communiste*, sans mention de nationalité); les textes fondamentaux de Marx et d'Engels; la restauration classique du marxisme révolutionnaire contre tous les révisionnistes opportunistes qui accompagna la victoire révolutionnaire en Russie et les textes léninistes fondamentaux; les déclarations constitutives de l'Internationale de Moscou au premier et second congrès; les positions soutenues par la Gauche dans les congrès suivants à partir de 1922.

En se limitant à l'Italie, la ligne historique se rattache au courant de gauche du Parti Socialiste pendant la guerre de 1914-1918, à la constitution du Parti Communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921, à son congrès de Rome en 1922, aux manifestations de son courant de gauche, dominant jusqu'au congrès de Lyon en 1926, puis vivant en dehors du parti et du Komintern, à l'étranger.

Cette ligne ne coïncide pas avec celle du mouvement trotskiste de la IV^e Internationale. Trotsky réagit tard, et Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres groupes russes de la tradition bolchevique encore plus tard, contre la tactique erronée soutenue jusqu'en 1924, finissant par reconnaître que la déviation s'aggravait jusqu'à bouleverser les principes politiques fondamentaux du mouvement. Les trotskistes d'aujourd'hui se réclament de la restauration de ces principes, mais ils n'ont pas clairement rejeté les éléments dissolvants de la tactique manoeuvrière, faussement définie comme bolchevique et léniniste.

ORIENTATION DE LA MÉTHODE DIALECTIQUE MARXISTE

Comme base de toute recherche, il faut considérer l'ensemble du processus historique qui s'est développé jusqu'ici et examiner objectivement les phénomènes sociaux actuels.

C'est une méthode qui a été bien souvent revendiquée, mais qui bien souvent aussi a été mal appliquée. La recherche se fonde sur l'examen des moyens matériels par lesquels les groupements humains satisfont à leurs besoins, c'est-à-dire de la technique productive et, en liaison avec son développement, des rapports économiques. Ces facteurs déterminent dans les diverses époques la superstructure constituée par les institutions juridiques, politiques ou militaires et par les idéologies dominantes.

Cette méthode est définie par les expressions de matérialisme historique, matérialisme dialectique, déterminisme économique, socialisme scientifique, communisme critique.

L'important est d'employer toujours des résultats positifs appuyés sur les faits et de ne pas postuler, pour exposer et expliquer des phénomènes humains, l'intervention de mythes ou de divinités, ni de principes de «droit» ou d'«éthique» naturelle, comme peuvent l'être la Justice, l'Égalité, la Fraternité et autres abstractions semblables vides de sens. A plus forte raison, il importe de ne pas céder à la pression de l'idéologie dominante en recourant à ces postulats illusoire ou à d'autres similaires sans s'en apercevoir ou sans l'avouer, ou en les faisant intervenir à nouveau juste aux moments les plus brûlants et à l'instant des conclusions décisives.

La méthode dialectique est la seule qui surmonte la contradiction courante entre

une continuité et une cohérence théoriques rigoureuses d'une part, et de l'autre la capacité d'affronter de façon critique de vieilles conclusions établies dans des termes et des règles formelles.

Son acception n'a pas le caractère d'une foi ni d'une position passionnée d'école ou de parti.

LE CONTRASTE ENTRE LES FORCES PRODUCTIVES ET LES FORMES SOCIALES

Les forces productives, constituées principalement par les hommes aptes à la production, leurs regroupements et les outils et moyens mécaniques qu'ils utilisent, agissent dans le cadre des formes de production.

Nous entendons par formes l'organisation et les rapports de dépendance dans lesquels se développe l'activité productive et sociale. Sont compris dans ces formes toutes les hiérarchies constituées (familiales, militaires, théocratiques, politiques), l'Etat et tous ses organismes, le droit et les tribunaux qui l'appliquent, les règles et les dispositions de nature économique et juridique qui résistent à toute transgression.

La société revêt un type donné tant que les forces productives se maintiennent dans le cadre de ses formes de production. A un moment donné de l'histoire, cet équilibre tend à se rompre. Des causes diverses, parmi lesquelles les progrès de la technique, la croissance de la population, l'élargissement des communications, augmentent les forces productives. Celles-ci entrent en conflit avec les formes traditionnelles et tendent à en briser le cadre; quand elles réussissent, on se trouve en présence d'une révolution: la communauté s'organise suivant de nouveaux rapports économiques, sociaux et juridiques, de nouvelles formes prennent la place des anciennes.

La méthode dialectique découvre, applique et vérifie ses solutions à l'échelle des grands phénomènes collectifs et d'une manière scientifique et expérimentale (méthode que les penseurs de l'époque bourgeoise appliquèrent au monde de la nature au cours d'une lutte qui était le reflet de la lutte sociale révolutionnaire de leur classe contre les régimes théocratiques et absolutistes, mais qu'ils ne pouvaient pousser jusqu'au domaine social). Elle déduit des résultats acquis sur ce terrain les solutions au problème du comportement de l'individu, à l'encontre de la méthode employée par toutes les écoles adverses, religieuses, juridiques, philosophiques ou économiques. Celles-ci construisent en effet les normes du comportement collectif sur la base inconsistante du mythe de l'Individu, présent soit comme âme individuelle et immortelle; soit comme sujet juridique et civil, soit comme monade immuable de la praxis économique, et ainsi de suite. Mais aujourd'hui la science a dépassé ses fécondes hypothèses sur les individus matériels indivisibles, les atomes; elle les définit comme de riches complexes et, bien loin de les réduire à des monades incorruptibles, elle les considère comme des points de rencontre des lignes de force rayonnant du champ énergétique extérieur; si bien que l'on peut dire schématiquement que le cosmos n'est pas fonction des unités, mais que toute unité est fonction du cosmos.

Celui qui croit à l'individu et parle de personnalité, de dignité, de liberté, de responsabilité de l'homme ou du citoyen n'a rien à voir avec la pensée marxiste. Les hommes ne sont pas mis en mouvement par les opinions, les croyances ou n'importe quel phénomène de la soi-disant pensée dont s'inspireraient leur volonté et leur action. Ils sont poussés à agir par leurs besoins qui prennent le caractère d'intérêts quand les mêmes exigences matérielles sollicitent en même temps des groupes tout entiers. Ils se heurtent aux limitations que l'ambiance et la structure sociales opposent à la satisfaction de ces exigences. Et ils réagissent indivi-

duellement et collectivement dans un sens qui, pour la grande moyenne, est nécessairement déterminé avant que le jeu des stimulants et des réactions n'ait fait naître dans leurs cerveaux ces reflets qu'on appelle sentiments, pensées, jugements.

Ce phénomène est naturellement d'une grande complexité et peut dans certains cas particuliers aller à rebours de la loi générale, qui n'en reste pas moins justifiée.

Quoi qu'il en soit, celui qui fait intervenir la conscience individuelle, les principes moraux, les opinions et les décisions de l'individu ou du citoyen comme causes motrices dans le jeu des faits sociaux et historiques n'a pas le droit de s'appeler marxiste.

CLASSE, LUTTE DE CLASSE, PARTI

Le conflit entre les forces productives et les formes sociales se manifeste comme une lutte entre les classes qui ont des intérêts économiques opposés; dans ses phases culminantes, cette lutte devient lutte armée pour la conquête du pouvoir politique.

Du point de vue marxiste, la classe n'est pas une donnée statique figée, mais une force organique agissante; elle se manifeste lorsque la simple concordance des conditions économiques et des intérêts s'élargit en une action et une lutte communes.

Dans ces situations, le mouvement est guidé par des regroupements et des organismes d'avant-garde, dont la forme moderne et évoluée est le parti politique de classe. La collectivité, dont l'action culmine dans l'action d'un parti, agit dans l'histoire avec une efficacité et une dynamique réelle qui ne peuvent être atteintes à l'échelle restreinte de l'action individuelle.

C'est le Parti qui parvient à avoir une conscience théorique du développement des événements et par conséquent une influence sur leur devenir, dans le sens déterminé par les forces productives et leurs rapports.

CONFORMISME, RÉFORMISME, ANTIFORMISME

On ne peut exposer des principes et des directives sans recourir, malgré la difficulté et la complexité des problèmes, à des schémas de simplification. Dans ce but, nous distinguerons trois types de mouvements politiques qui permettront de les caractériser tous. Sont *conformistes* les mouvements qui luttent pour conserver intégralement les formes et les institutions en vigueur, et interdisent toute transformation, et ce réclament de principes immuables, qu'ils soient de caractère religieux, philosophique ou juridique.

Sont *réformistes* les mouvements qui, tout en ne désirant pas le bouleversement brusque et violent des institutions traditionnelles, se rendent compte de la pression trop forte que les forces productives exercent sur elles et préconisent des modifications graduelles et partielles de l'ordre existant.

Sont *révolutionnaires* (nous adopterons le terme provisoire d'*antiformistes*) les mouvements qui revendiquent et mettent en pratique l'attaque aux vieilles formes, et qui même avant de savoir théoriser les caractères du nouveau régime, tendent à briser l'ancien, provoquant la naissance irrésistible de formes nouvelles.

Toute schématisation présente un danger d'erreurs. On peut se demander si la dialectique marxiste ne pourrait pas, elle aussi, conduire à construire un modèle général et artificiel des événements historiques, en réduisant tout leur développement à une succession dans la domination des classes qui naissent révolutionnaires, grandissent réformistes et finissent conservatrices. L'avènement de la société sans classe par la victoire révolutionnaire de la classe prolétarienne pose un terme suggestif à ce développement (ce que Marx a appelé «la fin de la préhistoire humaine»).

Mais ce terme pourrait sembler n'être qu'une construction métaphysique, comme celles des fallacieuses idéologies du passé. Hegel (comme déjà Marx l'a démontré à son époque) réduisait son système dialectique à une construction absolue, retombant ainsi, d'une manière inconsciente, dans cette métaphysique qu'il avait surpassée dans la partie destructive de sa critique (reflet philosophique de la lutte révolutionnaire bourgeoise).

C'est pourquoi Hegel, couronnant la philosophie classique de l'idéalisme allemand et de la pensée bourgeoise, affirmait cette thèse absurde que l'histoire de l'action et de la pensée devait finalement se cristalliser dans un système parfait, dans la conquête de l'Absolu. La dialectique marxiste élimine une conclusion aussi statique. Toutefois Engels, dans son exposition classique du socialisme scientifique (comme théorie opposée à l'Utopisme, qui confiait la rénovation sociale à la propagande pour l'adoption d'un projet de société meilleure proposé par un auteur ou par une secte) peut sembler admettre une règle ou loi générale du mouvement historique quand il emploie des expressions telles que la marche en avant, le monde progresse.

Ces vigoureuses formules de propagande ne doivent pas faire croire qu'on ait découvert une recette dans laquelle on puisse enfermer le monde infini des évolutions possibles de la société humaine, recette qui prendrait la place des habituelles abstractions bourgeoises de l'évolution, de la civilisation, du progrès, etc. Le merveilleux avantage de l'arme dialectique de recherche est lui aussi essentiellement révolutionnaire: il se manifeste par l'implacable destruction des innombrables systèmes théoriques qui, tour à tour, revêtent la domination des classes privilégiées.

A ce cimetière d'idoles brisées, nous devons substituer non pas un nouveau mythe, une nouvelle parole, un nouveau credo, mais l'expression réaliste des conditions de fait et du développement optimum qu'on peut leur prévoir. Par exemple, la formulation marxiste correcte n'est pas: «un jour, le prolétariat prendra le pouvoir politique, détruira le système social capitaliste et construira l'économie communiste»; mais, inversement: «c'est seulement par son organisation en classe, et donc en parti politique, et l'instauration armée de sa dictature, que le prolétariat pourra détruire le pouvoir et l'économie capitalistes et rendre possible une économie non capitaliste et non mercantile».

Nouvelle brochure
Série «Les textes du parti
communiste international»:
INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5, 56 pages,
Novembre 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- Invariance historique du marxisme - Fausses ressources de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

TROTSKY CRISE ET RÉVOLUTION

Nous publions ici des extraits du «**Rapport sur la crise économique mondiale et les tâches de l'Internationale Communiste**», discours prononcé par Trotsky lors du IIIe Congrès de l'IC. Il va de soi que les différences par rapport à la situation actuelle sont énormes. Non seulement le capitalisme venait à peine de sortir d'une guerre mondiale, mais il en sortait avec face à lui un prolétariat qui avait pris le pouvoir en Russie et qui dans les pays capitalistes développés d'Europe reconstituait son parti de classe révolutionnaire, internationaliste et international. Ce seul fait posait déjà un obstacle objectif à l'expansion économique en mettant une limite à l'exploitation capitaliste. Un

autre obstacle était, comme le souligne Trotsky, que le capitalisme n'avait pas réussi à élargir les bases de son expansion. Il faudra attendre le second conflit mondial pour qu'après le massacre des ouvriers européens et autres, après la disparition de toute trace du parti, après l'extension géographique du capitalisme au monde entier, celui connaisse des décennies de développement. Il est cependant intéressant de rappeler comment les communistes analysaient alors les rapports entre crise et révolution: il n'y a pas de lien automatique entre les deux, sans lutte de classe victorieuse, le capitalisme arrivera toujours à se rétablir, au prix de guerres et de massacres.

DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE À LA CRISE

Les économistes bourgeois et les réformistes qui ont intérêt à présenter la situation du capitalisme sous un aspect favorable, disent: «La crise actuelle ne prouve encore rien par elle-même. Au contraire, c'est un phénomène normal. Nous avons assisté après la guerre, à un développement industriel, en ce moment nous subissons une crise; par conséquent, le capitalisme vit et se développe».

En effet, le capitalisme vit de crises et de reprises, tout comme vit l'homme aspirant et en expirant tour à tour. D'abord nous assistons à un développement de l'industrie, ensuite nous avons un temps d'arrêt, une crise, après un temps d'arrêt dans la crise elle-même, une amélioration, une nouvelle période de développement, encore un temps d'arrêt, etc.

L'alternance des crises et des périodes de développement, avec tous leurs stades intermédiaires, forme un cycle ou un grand cercle du développement industriel. Chaque cycle embrasse une période de 8, 9, 10, 11 ans. Si nous étudions les 138 dernières années, nous nous apercevons qu'à cette période correspondent 16 cycles. A chaque cycle correspond par conséquent un peu moins de 9 ans: 8,5. Par suite de ses contradictions intérieures, le capitalisme ne se développe pas en suivant une ligne droite, mais en zigzaguant: tantôt il se relève, tantôt il baisse. C'est précisément ce phénomène qui permet de dire aux apologistes du capitalisme: «Puisque nous assistons, après la guerre, aux reprises et aux crises qui alternent, il s'ensuit que tout va pour le mieux dans le monde capitaliste». Cependant, la réalité est tout autre. Le fait que le capitalisme continue à subir les mêmes fluctuations prouve tout simplement qu'il n'est pas encore mort et que nous n'avons pas encore affaire à un cadavre. Tant que le capitalisme n'aura pas été brisé par la révolution prolétarienne, il vivra les mêmes périodes de hausse et de baisse, il connaîtra les mêmes cycles. Les crises et les améliorations sont propres au capitalisme dès le jour de sa naissance; elles l'accompagneront jusqu'à sa tombe. Mais pour définir l'âge du capitalisme et son état général, pour pouvoir se rendre compte s'il se développe, s'il a atteint son âge mûr ou bien s'il touche à sa fin, il faut d'abord analyser le caractère des cycles en question, tout comme on juge de l'état de l'organisme humain d'après la façon dont il respire; tranquillement ou en haletant, profondément ou à peine, etc.

Le fond même de ce problème, camarades, peut être représenté de la façon suivante; prenons le développement du capitalisme (le progrès dans l'extraction du charbon, la fabrication des tissus, la production du fer et de la fonte, le commerce extérieur, etc.) pour les 138 dernières années et représentons-nous-le par une courbe. Si nous exprimons par les courbes de cette ligne la marche réelle du développement économique, nous nous apercevons que cette courbe se

relève non pas tout entière, mais en zigzags avec des hauts et des bas qui correspondent aux périodes de développement et de crises.

Par conséquent, la courbe du développement économique met en évidence deux espèces de mouvements: l'un fondamental, qui exprime le relèvement général, l'autre de deuxième ordre, qui correspond aux fluctuations périodiques constantes, relatives aux 16 cycles d'une période de 138 ans. Pendant tout ce temps, le capitalisme a vécu en aspirant et expirant d'une façon différente, suivant les époques.

Au point de vue du mouvement de base, c'est-à-dire au point de vue du développement et du déclin du capitalisme, toute cette époque de 138 ans peut être divisée en 5 périodes: de 1783 à 1851, le capitalisme se développant très lentement, la courbe se relève très péniblement. Après la révolution de 1848, qui a élargi les cadres du marché européen, nous assistons à un tournant très brusque. Entre 1851 et 1873, la courbe monte tout d'un coup. En 1873, les forces productrices développées se heurtent aux limites du marché. Un krach se produit. Ensuite commence une période de dépression qui se prolonge jusqu'à 1894. Des fluctuations cycliques ont lieu aussi pendant cette période, mais la courbe de base reste approximativement au même niveau. A partir de 1894 commence une nouvelle époque de prospérité capitaliste, et presque jusqu'à la guerre la courbe remonte avec une rapidité vertigineuse. Enfin la débâcle de l'économie capitaliste au cours de la cinquième période commence à partir de l'année 1914.

De quelle façon le mouvement fondamental sur la trajectoire correspond-il aux fluctuations cycliques? On voit clairement que pendant les périodes de développement rapide du capitalisme, les crises sont courtes et ont un caractère superficiel; quant aux époques de relèvement, elles sont prolongées. Pendant les périodes de déclin, les crises durent longtemps et les relèvements sont momentanés, superficiels et basés sur la spéculation. Aux heures de stagnation, les oscillations se produisent autour d'un même niveau.

Voilà comment il faut déterminer l'état général de l'organisme capitaliste, d'après le caractère particulier de sa respiration et de son pouls.

LA CRISE, LA REPRISE ET LA RÉVOLUTION

Les rapports entre la reprise économique, la crise et le développement de la révolution présentent pour nous un intérêt non seulement théorique, mais avant tout pratique. Un grand nombre parmi vous se rappellent que Marx et Engels, en 1851, lorsqu'une reprise se laissait constater dans toute sa puissance, ont écrit qu'il fallait considérer désormais la révolution de 1848 comme terminée ou, du moins comme interrompue jusqu'à une nouvelle crise. Engels a dit que la crise de 1847 était la mère de la révolution et que la reprise de 1849-1851 avait favorisé la marche victorieuse de la contre-révolution.

Toutefois, il serait faux et inexact d'expliquer ce jugement dans ce sens que les crises provoquent toujours une action révolutionnaire et que le relèvement a, au contraire, le don de calmer la classe ouvrière. La révolution de 1848 n'est pas née de la crise; cette dernière ne lui avait donné qu'une dernière impulsion. En réalité, la révolution a été provoquée par une contradiction entre les nécessités du développement capitaliste et les chaînes que l'Etat politique et social demi-féodal lui avait imposées. La révolution de 1848, partielle et indéfinie, a cependant effacé les dernières traces du régime, a cependant effacé les dernières traces du régime de servage et de corporations et a élargi ainsi le cadre du développement capitaliste.

C'est uniquement dans ces conditions que la reprise de 1851 peut être considéré comme le début d'une période de développement capitaliste, qui s'est prolongée jusqu'à l'année 1873.

Peut-on attendre le même résultat de la reprise de 1919-1920? Nullement. Aucun élargissement du cadre du développement capitaliste n'y est entré en ligne de compte. Cela veut-il dire que, dans un avenir plus ou moins prochain, toute nouvelle reprise commerciale et industrielle est exclue?

En aucune façon! J'ai déjà dit que le capitalisme aspirait et expirait aussi longtemps qu'il était en vie. Mais pendant la période dans laquelle nous sommes entrés, période de règlement des comptes relatifs aux destructions et aux ruines de la guerre, période de retour à l'état économique ancien, tout relèvement ne peut être que superficiel, d'autant plus qu'il est provoqué surtout par la spéculation, tandis que les crises vont devenir plus longues et plus profondes.

Dans ce cas, le rétablissement de l'équilibre capitaliste sur des bases nouvelles est-il possible?

Si nous admettons, pour un moment, que la classe ouvrière ne se lèvera pas pour une lutte révolutionnaire, mais permettra à la bourgeoisie, pendant de longues années, disons pendant 20 ou 30 ans, de diriger les destinées du monde, il n'est pas douteux qu'un certain équilibre nouveau pourrait être établi.

Cependant l'Europe subirait un grand recul. Des millions d'ouvriers européens seraient morts de chômage et de faim. Les Etats-Unis seraient obligés de chercher une orientation nouvelle sur le marché du monde, de regrouper leur industrie, de recruter pendant de longues années. Après l'établissement d'une nouvelle division du travail dans le monde, par cette voie douloureuse en 15, 20, 25 ans, une nouvelle époque du relèvement capitaliste pourrait, peut-être, commencer.

Mais tout ce raisonnement est abstrait et n'envisage qu'un aspect de la question. Nous présentons ici le problème comme si le prolétariat avait cessé de lutter.

Cependant il ne peut en être question, pour cette simple raison que l'opposition des classes a atteint, en ces dernières années, une intensité extraordinaire.

« Il Comunista » n° 114 - Octobre 2009 Nell'interno

• All'ordine del giorno deve tornare la lotta di classe in difesa esclusiva delle condizioni di vita e di lavoro proletarie, la lotta proletaria indipendente dalle esigenze e dalle compatibilità dell'economia capitalistica

• La lotta di classe non è "in difesa della democrazia", ma lotta in difesa esclusiva degli interessi di classe, immediati e futuri, del proletariato

• Afghanistan: coi soldati italiani morti in un attentato ritorna la grancassa dell'unione sacra «in difesa del Paese»! I proletari non cadano nella trappola!

• Il XXII volume delle Opere complete di Marx ed Engels

• Delle crisi cicliche del capitalismo, del loro inevitabile e storico sbocco nella guerra guerreggiata e della sola e decisiva soluzione storica rappresentata dalla rivoluzione proletaria - Intermezzo - (RG)

• Guerrino, indomito compagno di lungo corso

• La donna e il socialismo, (3) di A. Bebel

• Con le gabbie salariali vogliono intensificare lo sfruttamento del lavoro salariati

• INNSE: salvi i 49 posti di lavoro!

• Per non perdere la memoria: «Nuove sinistre» antiproletarie

• Note: Le proletarie immigrate alla MyLog in lotta contro la riduzione del salario

• Piove, governo ladro! Per l'ennesima volta la tragedia colpisce paesi e villaggi a causa del dissesto idrogeologico di decenni di cementificazione selvaggia e facili profitti!

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3ère liste 2009

Besançon: 21,50 / Eric: 2,50 / Franck: 24,50 / Gilbert: 43,50 / Paris: 900,00 / Thionville: 62,50

Total liste: 1054,50
Total général: 4985,10

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**